



RAPPORT ANNUEL

2004-2005

Conseil des responsables
de l'informatique
du secteur public

MESSAGE DE LA PRÉSIDENTE



Il me fait plaisir de vous présenter ci-après le Rapport annuel 2004-2005 du Conseil des responsables de l'informatique du secteur public (**CRISP**).

Dès le début de l'année, les membres de l'exécutif ont procédé à une mise à jour du plan stratégique, notamment pour tenir compte du nouveau contexte organisationnel. Ainsi, les orientations gouvernementales en matière de service aux citoyens visent de plus en plus mettre à profit les technologies de l'information. Dans cette optique, les responsables des ressources informationnelles doivent s'impliquer dans le projet de gouvernement en ligne et ce, en étroite collaboration avec les instances responsables et les autres partenaires tant gouvernementaux que privés. Par conséquent, nous sommes impliqués dans les dossiers de gouvernance, de planification ou de mise en œuvre des projets en découlant. La majorité des actions du **CRISP** reflète cette réalité.

Les activités de l'année ont, par conséquent, consisté à suivre plusieurs types de dossiers stratégiques et tactiques, à nous tenir informés de leur évolution, à discuter et à faire valoir notre point de vue comme gestionnaires des ressources informationnelles sur les dossiers stratégiques et structurants comme la mise sur pied du Centre de services administratifs et le gouvernement en ligne.

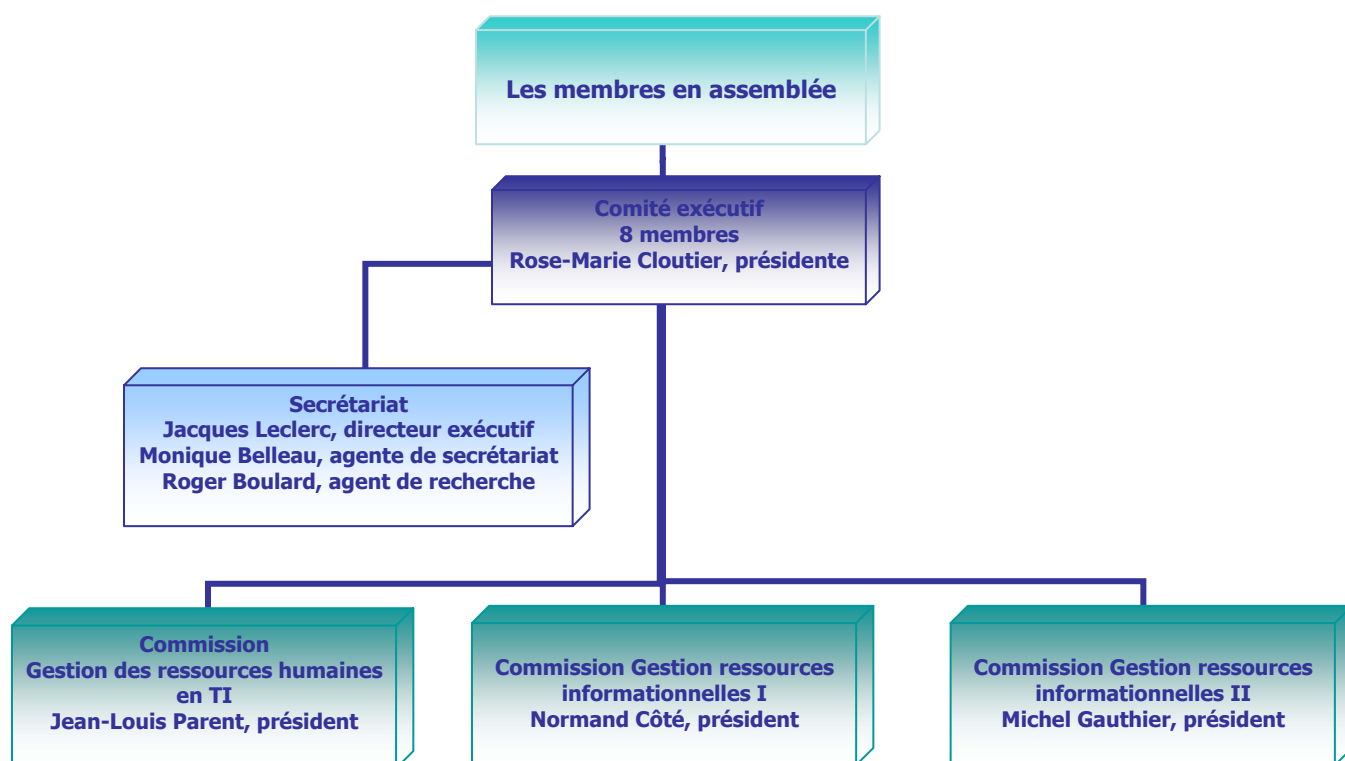
Les commissions, qui regroupent environ 45 membres ou gestionnaires en TI, se sont concentrées sur différents dossiers stratégiques en gestion des ressources humaines, en gestion des ressources informationnelles et en gestion des technologies. Concernant le volet du développement des membres, des sessions de formation sur le sens politique ont été données à Québec et à Montréal. De plus, un outil de diagnostic organisationnel a été élaboré par un sous-comité, accompagné par un consultant externe. Il devrait permettre aux membres d'évaluer leur positionnement et impact stratégique dans leur organisation en vue d'une amélioration continue.

Finalement, le **CRISP** a mis en onde, au début de l'automne 2004, un nouvel Extranet en logiciels libres pour mieux desservir ses membres et offrir de nouvelles facilités. Cet outil est dorénavant utilisé par plusieurs autres associations et par les communautés de pratique gouvernementale. De plus, ce nouvel Extranet a permis au **CRISP** d'être finaliste aux Octas 2005.

Je vous souhaite donc, à toutes et à tous, une bonne lecture.

Rose-Marie Cloutier
Présidente

ORGANIGRAMME 2004-2005



LE CRISP

Le **Conseil des responsables de l'informatique du secteur public (CRISP)** est un organisme de concertation qui regroupe en 2004-2005 quelque 68 gestionnaires responsables des technologies de l'information œuvrant dans les ministères, les organismes et les entreprises du gouvernement du Québec.

Créé le 12 avril 1979, le **CRISP** a pour mission de favoriser l'échange et la concertation entre les membres et de susciter des actions dans le but de promouvoir l'excellence dans la gestion des technologies de l'information au gouvernement du Québec.

LES OBJECTIFS GÉNÉRAUX

Les objectifs du **CRISP**, décrits à l'article 4 des Statuts et règlements, sont de deux ordres :

1. Favoriser l'échange, la concertation et le partage entre les gestionnaires des technologies de l'information :
 - Mettre en place un réseau et des moyens d'échanges d'information et d'expertises ;
 - Assurer une circulation adéquate des informations produites par les organismes centraux et horizontaux et qui sont requises par les membres dans l'exercice de leur fonction ou susceptibles de les aider ;
 - Favoriser la mise en commun des connaissances et des expériences en technologies de l'information.
2. Promouvoir l'importance de l'utilisation des technologies de l'information pour l'atteinte des objectifs gouvernementaux :
 - Présenter les avis et conseils de ses membres auprès des instances décisionnelles et des organismes horizontaux ;
 - S'associer avec les organisations susceptibles de faire avancer la gestion des technologies de l'information ;
 - Favoriser la formation et le perfectionnement en technologies de l'information.

LE COMITÉ EXÉCUTIF

Présidente Rose-Marie Cloutier Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation	Vice-président Richard Audet Commission de la santé et de la sécurité du travail
Conseillers	
Jacques Blouin Ministère des Services gouvernementaux	Normand Côté Ministère du Conseil exécutif
Michel Gauthier Ministère des Ressources naturelles et de la Faune	Jean-Louis Parent Assemblée nationale
Marcel Richard Commission de la construction du Québec	Jacques Leclerc Directeur exécutif du CRISP



Comité exécutif : Michel Gauthier MRNF, Richard Audet CSST, Jacques Leclerc CRISP et Rose-Marie Cloutier MAPAQ
Présidente

Le Comité exécutif est formé de sept membres réguliers élus, dont un provient idéalement de la région de Montréal, ainsi que du directeur exécutif. Le Comité exécutif propose des orientations et assure le respect des priorités déterminées par les membres en réunion.



Comité exécutif : Jacques Blouin MSG, Normand Côté MCE, Marcel Richard CCQ et Jean-Louis Parent Assemblée nationale

De plus :

- Il crée des commissions, détermine leurs mandats et en nomme les présidents ;
- Pour ses propres fins, il met sur pied des comités ou groupes de travail si nécessaire ;
- Il veille au bon fonctionnement du **CRISP** et au cheminement des dossiers ;
- Il fait rapport aux membres ;
- Il détermine la fréquence des réunions régulières, en détermine l'ordre du jour ainsi que celui de l'assemblée générale annuelle.

LES ACTIVITÉS DE L'EXÉCUTIF

Le Comité exécutif a poursuivi son orientation à l'effet de confier la présidence de ses commissions à des membres de l'exécutif. C'est ainsi que deux nouveaux membres ont accepté la responsabilité des Commissions sur les ressources informationnelles I et II soit monsieur Normand Côté, directeur de l'informatique et de la gestion documentaire au ministère du Conseil exécutif et monsieur Michel Gauthier, directeur des services informatiques au ministère des Ressources naturelles et de la Faune. Monsieur Jean-Louis Parent, directeur de l'informatique à l'Assemblée nationale a poursuivi son rôle de président de la Commission de la gestion des ressources humaines en TI.

Le **Comité exécutif** s'est donc réuni à huit reprises au cours de l'année qui a été ponctuée de changements importants dans le domaine des ressources informationnelles dans la fonction publique. Une des réunions s'est tenu à Montréal

pour une première fois. Ainsi, au cours de l'année, les membres de l'exécutif ont suscité des échanges sur la gouvernance avec les interlocuteurs au Secrétariat du Conseil du trésor (SCT) et du nouveau ministère des Services gouvernementaux. À cet effet, les dirigeants concernés ont participé à quelques réunions de l'exécutif ou des commissions de même qu'à certaines réunions régulières.

Un des dossiers qui a retenu aussi une attention particulière de l'exécutif est celui du **positionnement des organismes de concertation interministériels (OCI)** comme le **CRISP**. Ainsi, une proposition de réorganisation administrative formulée par le Secrétariat du Conseil du trésor fait encore l'objet de discussions.

Le dossier sur le **membership** du **CRISP** a aussi fait l'objet de nombreuses interventions et a engendré la création d'un comité de réflexion sur le sujet présidé par le vice-président, monsieur Richard Audet, directeur général des technologies de l'information à la Commission de la santé et de la sécurité du travail. Quelque 10 membres ont participé à 2 rencontres sur le sujet. Une proposition touchant l'adhésion de certains membres des secteurs péri et parapublic et la constitution de l'exécutif comme tel a été soumise aux membres lors de l'assemblée annuelle.

Le **CRISP** a aussi porté une attention particulière au **développement de ses membres**. Un sous-comité de la Commission de gestion des ressources humaines en TI, la CGRHTI, présidé par monsieur Louis-Philippe Pelletier, directeur des systèmes d'information au ministère de l'Éducation, a recommandé la tenue d'une session de formation sur le sens politique suite à un sondage auprès des membres.

De plus, un outil d'autodiagnostic a été élaboré par un consultant externe avec l'aide d'un sous-comité de la CGRHTI sous la présidence de monsieur Jean Demers, directeur des technologies de l'information et des acquisitions au ministère de la Sécurité publique. L'outil servira à chaque responsable des TI pour procéder à une autoévaluation de son unité administrative et à produire, par la suite, un plan d'amélioration continue.

Le plan GRH 2004-2007 a aussi fait l'objet d'un suivi particulier par l'exécutif et la CGRHTI. Dans l'optique d'une meilleure collaboration interorganismes de concertation interministériels, le plan a été présenté par la Secrétaire associée au personnel de la

fonction publique. Ainsi, plus de 80 gestionnaires provenant des différents OCI ont pu assister à la présentation de madame Sylvie Barcelo.

La création de Services Québec et du Centre de services administratifs a aussi fait l'objet de suivi et de discussions régulières. La responsable de Services Québec à l'époque, madame Nathalie Tremblay, est venue entretenir les membres en assemblée régulière sur la mise en œuvre de l'organisme. Concernant le Centre de services administratifs, les membres de l'exécutif ont discuté et soumis à l'assemblée un projet de panier de services partageables qui a, par la suite, été présenté au Groupe de travail sur l'intégration et la rationalisation des services de soutien administratifs aux ministères et organismes.



Madame Nathalie Tremblay du SCT

Pour ce qui a trait aux **communications** du **CRISP** avec ses membres, le site Internet et intranet a été complètement révisé et remis en onde à l'aide de logiciels libres. Les fonctionnalités ont été grandement améliorées, d'autres ont été ajoutées, tout cela en abaissant les coûts de gestion de façon significative.

Finalement, la présidente du **CRISP** a participé activement à deux activités du RéseauTIQ de la Fédération de l'informatique du Québec.

LES PRIORITÉS ET LES RÉSULTATS ATTEINTS

Le Comité exécutif a déterminé les **priorités** suivantes pour ses membres dans le cadre d'une révision du plan stratégique pour l'année 2004-2005.

L'impact du réseautage réalisé au CRISP

Le **CRISP** vise à établir et améliorer le parrainage avec ses nouveaux membres (accueil, coaching, contacts) dans la première année afin de développer leur intégration plus rapidement.

- À cet effet, une rencontre d'accueil a réuni 6 nouveaux membres qui ont reçu toute l'information nécessaire pour être en mesure de participer activement aux activités du **CRISP**.
- Aussi, le **CRISP** suscite leur participation aux activités des commissions et groupes de travail avec, comme résultats, que 7 nouveaux gestionnaires ou membres ont participé aux différents comités de travail et commissions. Plusieurs démarches plus personnalisées de la part du directeur exécutif et des présidents des commissions ont permis d'accroître la participation des membres et des gestionnaires sous leur responsabilité.

Il favorise le partenariat en multipliant les activités et mécanismes d'échange et de collaboration en maintenant le rythme des réunions régulières, celles des commissions et des groupes de travail.

- Ainsi, quelque 24 réunions de commissions ont été tenues au cours de l'année réunissant en moyenne 10 personnes pour plus de 550 heures/personne, la plupart du temps en dehors des heures normales de travail. De plus, trois sous-comités ont

été formés pour élaborer des propositions ou formuler des recommandations. Deux sous-comités de la Commission de gestion des ressources humaines en TI et un de la Commission de gestion des ressources informationnelles ont réuni quelque 30 membres ou leurs représentants. On en retrouve les détails dans la section du présent rapport qui leur est consacrée. Finalement, les six réunions régulières ont réuni une trentaine de membres en moyenne. Une de ces réunions a consisté en la tenue d'ateliers de travail qui ont permis de dégager un consensus sur un projet de panier de services du Centre de services administratifs.

- Le **CRISP**, principalement par son secrétariat, a collaboré à la mise sur pied des communautés de pratique gouvernementales en discutant à maintes reprises avec les responsables tant en ce qui a trait au contenu, à la participation des membres et aux technologies à utiliser. L'outil installé pour l'Extranet du **CRISP** et adopté par les communautés de pratique permettra une gestion facile et moins coûteuse de ces communautés.

L'impact stratégique des membres du CRISP dans leur propre organisation

Le **CRISP** soutient le développement des compétences clés et outille ses membres pour leur permettre d'être pleinement reconnus en tant que gestionnaires stratégiques des ressources informationnelles. Pour ce faire, il diffuse, en temps opportun de l'information stratégique, notamment par l'entremise de l'Extranet.

- Le **CRISP** a donné un mandat à une ressource externe pour développer un outil d'autodiagnostic afin que les membres soient en mesure de porter un jugement sur leur organisation comme telle, d'obtenir l'opinion de leurs supérieurs et de leur clientèle afin d'établir un plan d'amélioration continue.
- Deux sessions sur le sens politique ont été données à Québec et à Montréal par une ressource externe compétente en la matière. Plus de 110 membres et gestionnaires en TI ont participé à ces sessions.
- De plus, le secrétariat a diffusé régulièrement de l'information par son Extranet. Tous les comptes rendus des réunions de même que des documents d'intérêt y sont

diffusés. Tous les documents électroniques présentés en assemblée régulière ou autres réunions sont déposés sur le site.

- Le **CRISP** a organisé, à l'occasion, avec le Secrétariat du Conseil du trésor (SCT), la Fédération de l'informatique du Québec (FIQ), ou lors de ses assemblées régulières, des événements de formation ou d'information sur des sujets pertinents pour les membres. Ainsi, les membres ont été invités à participer aux dîners-conférences organisés par la FIQ sur des sujets d'intérêt. Un séminaire technique portant sur la gestion des documents a été tenu avec la FIQ. Le directeur exécutif fait partie de différents comités comme celui sur les OCTAS et la JIQ.

L'influence du CRISP dans les dossiers ciblés pour leur importance stratégique et concernant l'ensemble de ses membres

Le **CRISP** prévoit, à chaque année, des mesures de soutien aux commissions du **CRISP** pour leur permettre d'approfondir certains dossiers en formant des sous-comités de travail au besoin.

Le **CRISP** vise aussi à maintenir et intensifier un mécanisme statutaire d'échange et de liaison entre le Comité exécutif du **CRISP** et le Sous-secrétariat à l'infrastructure gouvernementale et ressources informationnelles (SSIGRI), maintenant le ministère des Services gouvernementaux ainsi que d'autres partenaires dans le but de partager et d'influencer les orientations stratégiques du gouvernement en matière de gestion des ressources informationnelles.

- Quelques sous-comités ont été formés sur des sujets précis touchant notamment les ressources humaines et celle sur les ressources informationnelles. Un des sous-comités de la commission de gestion des ressources humaines en TI a bénéficié des services d'un consultant externe.
- Étant donné les nombreux changements au SCT, plusieurs rencontres ont eu lieu, soit avec le Comité exécutif ou les membres en assemblée, pour discuter de gouvernance et de l'avancement de différents projets comme la mise en place de Services Québec et du Centre de services administratifs ainsi que des portails de service aux citoyens, aux entreprises et le portail jeunesse.

- De plus, six gestionnaires des organismes centraux ont participé aux travaux de chacune des commissions.

Le **CRISP** vise aussi à développer, avec les organismes de concertation interministériels (OCI), des stratégies d'alliances et de collaboration pour influencer les politiques gouvernementales touchant la gestion des ressources et la planification stratégique.

Il tient des rencontres régulières avec les responsables de ces organismes afin d'organiser, quand cela est possible, des sessions d'information ou de formation communes.

- Ainsi, deux réunions ont été tenues entre les directeurs exécutifs de ces organisations afin d'échanger sur les problématiques communes et identifier des collaborations possibles.
- Les présidents des associations se sont aussi réunis à quelques reprises pour discuter de pistes d'actions communes aux organisations dont l'objet principal a été l'étude du SCT sur les OCI. À cet effet, une rencontre a eu lieu avec le Secrétaire du SCT pour discuter d'une proposition de réorganisation administrative des OCI et quelques réunions ont eu lieu, par la suite, avec le chargé de dossier.

LES ASSEMBLÉES RÉGULIÈRES



Membres en assemblée

Les membres se réunissent généralement sept fois par année pour échanger et prendre position sur différents sujets souvent après avoir eu une présentation d'un sujet d'intérêt. Ainsi, à la première réunion des membres, au début de l'automne 2004, monsieur Robert Desbiens, Sous-ministre associé à l'encadrement des ressources informationnelles et du gouvernement en ligne au ministère des Services gouvernementaux, est venu entretenir les membres sur le **gouvernement en ligne**. Les sujets ont été la gouvernance supérieure des RI, la mise en place des agences : CSA et Services Québec, les domaines d'affaires et le plan d'action du gouvernement en ligne. Monsieur Raynald Brulotte, directeur général de la Direction générale des technologies de l'information et des communications (DGTIC) au ministère des Services gouvernementaux, nous a entretenu de sa nouvelle organisation, du comité des partenaires ainsi que de la consultation qu'il a mené auprès de sa clientèle.

Monsieur Guy St-Onge, directeur des systèmes d'information à la Direction générale des solutions d'affaires en gestion intégrée des ressources (SAGIR) au ministère des Services gouvernementaux, a entretenu les membres de la nouvelle gouvernance et a fait l'état de situation de SAGIR. Monsieur Marc Laurin, directeur du soutien au déploiement de l'inforoute

gouvernementale au ministère des Services gouvernementaux, a fait le point sur différents dossiers comme la sécurité, les logiciels libres, les Services québécois de changement d'adresse et d'authentification gouvernementale. Finalement, monsieur Bertrand Lauzon a fait le point sur le Portail gouvernemental de services.

Lors d'une réunion ultérieure, monsieur Martin Arsenault, responsable de la mise en place du projet Portail gouvernemental de services aux entreprises (PGSE) au ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation, a entretenu les membres sur le nouveau Portail mis en onde en juin 2004. Monsieur Gordon Smith, Sous-ministre adjoint aux services partagés au ministère des Services gouvernementaux, a présenté le **Centre des services administratifs** en novembre 2004 et les travaux à venir pour l'élaboration de son plan d'affaires.

Lors de la première réunion de janvier 2005, monsieur Jacques Blouin, directeur des relations avec les partenaires au ministère des Services gouvernementaux, a fait le point sur le Service québécois d'authentification gouvernementale, le SQAG. Monsieur Yvan Lauzon a présenté les **Communautés de pratique** que le SCT, maintenant le ministère des Services gouvernementaux, a l'intention de mettre sur pied.

Lors d'une réunion subséquente, madame Nathalie Tremblay, de Services Québec, a présenté l'état de situation de Services Québec ainsi que les prochaines étapes à venir.

La réunion de mars 2005 a consisté à discuter et à élaborer une proposition sur ce que devrait contenir le futur panier de services offert par le Centre de services partagés. Les membres, par le biais d'ateliers de travail et d'une plénière, ont bonifié et complété le document préliminaire élaboré par le Comité exécutif.

À la dernière assemblée d'avril 2005, messieurs Bertrand Lauzon du ministère des Services gouvernementaux et Martin Arsenault, du ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation ont entretenu les membres sur les suites des projets de portails gouvernementaux.

COMMISSION SUR LA GESTION DES RESSOURCES HUMAINES EN TI (CGRHTI)

Jean-Louis Parent Assemblée nationale Président	Jean Demers Ministère de la Sécurité publique Vice-président
Patrice Alain Commission de la santé et de la sécurité du travail	Clermont Allard Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale
David Beardsell Ministère des Relations internationales	Édith Bélanger Secrétariat du Conseil du trésor
Gilles Bissonnette Ministère des Finances	Gilles W. Boivin Ministère des Affaires municipales et des Régions
Gaëtan Breton Commission des normes du travail	Marie-Claude Dumais Secrétariat du Conseil du trésor
Line Gauthier Régie des rentes du Québec	Jacques Leclerc Directeur exécutif du CRISP
Pierre Paquette Commission des régimes de retraite et d'assurances	Louis-Philippe Pelletier Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport
Lucie Quintal Régie de l'assurance maladie du Québec	Christian Reny Office des professions du Québec
Gilles Ricard Ministère de la Culture et des Communications	Jean Roy Régie des rentes du Québec



Commission Gestion des ressources humaines en TI

Le dépôt du **Plan de gestion des ressources humaines 2004-2007** par le Conseil du trésor a suscité l'intérêt de la commission dès le début de l'année. Une rencontre d'information a d'ailleurs été organisée par le CRISP à l'intention de ses membres, ceux de la commission et aussi des membres des 6 autres organismes de concertation. Ainsi, madame Sylvie Barcelo, Secrétaire associée au personnel de la fonction publique, a pu expliquer, à l'automne 2004, la proposition du Secrétariat du Conseil du trésor (SCT) et apporter des précisions sur ses intentions. Plus de 80 gestionnaires ont participé à cette réunion d'information. Tout au long de l'année, ce Plan de gestion a été à l'ordre du jour pour en suivre l'application et les développements.



Madame Sylvie Barcelo

Aussi, le **recrutement du personnel** en technologies de l'information dans la fonction publique a fait l'objet d'un suivi par la commission en collaboration avec le SCT. L'année 2004-2005 avait débuté avec plusieurs embauches suite à l'émission de quelques listes de déclaration d'aptitude. Mais la conjoncture amenée par le gel partiel de l'embauche et le remplacement d'un poste sur deux, a grandement réduit la pertinence de ce dossier. En fin d'année, nous avons effectué un suivi sur le concours de cadre IV organisé par le SCT.

En novembre 2004, le président de la commission, monsieur Jean-Louis Parent et le directeur exécutif du **CRISP** ont participé au Salon des carrières en technologies informatiques à l'Université Laval. À cette occasion, un pamphlet descriptif du **CRISP** a été distribué ainsi que le Cdrom du 25^e anniversaire contenant quelques-unes des meilleures réalisations des membres dans différents ministères et organismes. De plus,

un membre, monsieur Normand Joly, a prononcé une conférence dans le cadre de ce salon sur l'envergure des projets en TI au gouvernement du Québec.



Jacques Leclerc du CRISP, Louise Beauchesne du SCT et Jean-Louis Parent de l'Assemblée nationale au Salon des carrières en technologies informatiques à l'Université Laval

La **formation des ressources humaines** a été à l'ordre du jour de la commission à maintes reprises. La problématique de la formation de spécialistes sur plate-orme maxi ou ordinateur central a été l'objet de discussions avec des représentants du département d'informatique et de génie logiciel de l'Université Laval. Trois membres de la commission ont soumis les intérêts des membres du **CRISP** au sein d'un comité multipartite organisé par le département.

Le Cégep Limoilou a consulté les membres de la commission pour un projet permettant aux détenteurs d'un AEC d'obtenir un DEC, avec des conditions facilitant l'analyse de leur dossier et le perfectionnement des personnes déjà au travail.

Un sous-comité de la commission sous la présidence de monsieur Louis-Philippe Pelletier a organisé une demi-journée de formation à l'intention des membres du **CRISP** et de leurs proches collaborateurs sur le « Sens politique ». Cette demi-journée, présentée autant à Québec qu'à Montréal en avril 2005, a permis à plus de 110

personnes de recevoir l'enseignement du psychologue et consultant, monsieur Pierre DuBois.



Pierre DuBois, Formateur et quelques membres du CRISP le 8 avril 2005 à Québec



Formation sens politique le 28 avril 2005 à Montréal

Monsieur Yves-Chantal Gagnon, de l'ÉNAP, s'est vu mandater par le **CRISP** pour élaborer et valider un outil permettant à la direction des TI de chaque organisation de s'autoévaluer dans le but d'entreprendre une démarche d'amélioration continue. Un sous-comité présidé par le vice-président de la CGRHTI, monsieur Jean Demers, a été chargé de définir un mandat, d'attribuer la réalisation de ce mandat à monsieur Gagnon, auteur de l'étude qui a mis en lumière ce besoin, et d'assurer le suivi de la réalisation des travaux.

Informaticien professionnel agréé (IPA)

La CGRHTI a été mandaté par l'exécutif du **CRISP** afin de faire le point sur les démarches entreprises par d'autres regroupements pour obtenir auprès de l'Office des professions une reconnaissance des informaticiens professionnels. Monsieur Christian Reny, responsable des TI à l'Office des professions du Québec (OPQ) a été mandaté pour nous informer sur les démarches entreprises auprès de l'Office. Ainsi, l'Ordre des ingénieurs fait actuellement une démarche pour revoir leurs neuf champs de compétence incluant le génie logiciel; un comité de travail à l'OPQ analyse cette requête. Deux membres de la commission ont entrepris une démarche auprès de l'Association professionnelle des informaticiens et informaticiennes du Québec (APIIQ) afin de voir leur intérêt à participer à un comité de travail conjoint visant à présenter à l'Ordre des professions une demande pour l'obtention d'une reconnaissance professionnelle des informaticiens.

La commission a remis sur pied le comité tripartite **CCGP-CRISP-SCT** afin de permettre au Secrétariat du Conseil du trésor de s'appropriier les problématiques qui confrontent les membres du **CRISP**. Les dossiers prioritaires du comité ont été les suivants : l'embauche des occasionnels, le recrutement, la rétention des ressources et la classification du personnel.



Comité tripartite CCGP-CRISP-SCT

D'autres dossiers prioritaires ont fait l'objet de discussions à la commission, comme le gel des postes ou les contraintes occasionnées par le remplacement partiel des employés qui partent à la retraite et les concours interorganisationnels.

Finalement, le **CRISP** a soutenu les efforts du SCT pour mettre sur pied des Communautés de pratique comme celle des webmestres ou encore celle sur les logiciels libres et sur la gestion de projet. Un membre du **CRISP**, monsieur Yvon Allaire, siège d'ailleurs sur le comité exécutif de cette dernière. Le responsable de ce dossier a obtenu la collaboration du secrétariat du **CRISP** principalement afin d'obtenir la nouvelle coquille technologique de l'Extranet puisqu'elle permet de gérer facilement une communauté de pratique à des coûts avantageux. Le CEFRIO a facilité les démarches des responsables des sept communautés en leur fournissant les outils nécessaires à leur fonctionnement après avoir consulté le secrétariat du **CRISP** sur le sujet à quelques reprises. Le directeur exécutif a d'ailleurs fourni un témoignage lors d'un colloque du CEFRIO sur le sujet.

COMMISSION GESTION DES RESSOURCES INFORMATIONNELLES I (CGRI I)

Normand Côté Ministère du Conseil exécutif <i>Président</i>	Denis Maheux Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation <i>Vice-président</i>
Benoît Boivin Régie des rentes du Québec	Carole Brodeur Ministère de la Culture et des Communications
Michel Dubois Commission des normes du travail	Annie Giguère Institut de la statistique du Québec
Normand Joly Société immobilière du Québec	Réjean Labrie Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation
Yves Lachance Ministère de la Sécurité publique	Lise Larouche Ministère des Transports
Marc Laurin Ministère des Services gouvernementaux – SSIGRI	Danielle Lavoie Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles
Jacques Leclerc Directeur exécutif	Robert T. Lebel Revenu – Québec
Francis H. Porter Ministère des Affaires municipales et des Régions	Lucie Roux Société de l'assurance automobile du Québec



Commission Gestion ressources informationnelles I

Cette commission est présidée par monsieur Normand Côté, directeur de l'informatique et de la gestion documentaire au ministère du Conseil exécutif.

Plusieurs grands dossiers en TI initiés par les ministères et organismes ou gérés par les organismes centraux ont des impacts majeurs et nécessitent des suivis constants de la part des membres de la commission. En plus des interventions ponctuelles dans certains de ces dossiers, la commission exerce constamment une vigie sur l'ensemble des dossiers prioritaires en vue d'interventions appropriées aux moments opportuns. Voici donc la liste des priorités et les actions effectuées dans chacun des dossiers.

Le gouvernement en ligne

Le dossier étant d'une telle importance que le sujet a été présenté, dès la première assemblée régulière, par le Secrétaire associé à l'inforoute et aux ressources informationnelles. Monsieur Robert Desbiens a donc présenté à l'ensemble des membres du **CRISP** l'état de situation du gouvernement en ligne. L'exécutif a aussi rencontré le secrétaire associé et le président de la commission en a informé les membres de la commission.

Le portail gouvernemental de services

Monsieur Bertrand Lauzon, responsable de ce dossier au SCT a présenté le projet de portail aux membres de la commission et à deux reprises en assemblée régulière. Il a dressé un portrait succinct des activités et décisions prises au cours des 30 derniers mois relativement à ce dossier. Il a positionné les rôles respectifs du SCT, des autres intervenants centraux (MDERR, MRCI) et des M/O pour une réalisation efficace du projet. Essentiellement, le défi du portail était de rendre visible et accessible ce qui existe présentement dans les organisations. Il faudra mettre en place un fonds commun d'informations gouvernementales afin d'éviter la duplication et de faciliter la mise à jour de l'information. Cette approche a suscité l'intérêt et le questionnement, particulièrement en regard du processus d'implantation qui devra respecter les responsabilités des ministères et organismes.

Le Service québécois de changement d'adresse

Une des préoccupations de la commission dans le dossier de changement d'adresse demeure le processus de validation et d'authentification. Avec la venue d'un Centre d'appel centralisé en 2005, cette préoccupation sera encore plus présente et devra faire l'objet d'une attention particulière. Le standard gouvernemental sur la normalisation des adresses, actuellement en phase finale d'approbation, devrait faciliter les choses en ce domaine.

Le Service québécois d'authentification gouvernementale

Les membres ont profité d'une présentation détaillée sur les développements de ce dossier par monsieur Jacques Blouin du SCT au cours d'une assemblée générale. Des choix stratégiques ont été faits. Le projet pilote mené par le ministère du Revenu a porté fruit. Inspirés du système bancaire, les échanges sécurisés avec les entreprises et le Ministère se déroulent en toute sécurité. Le projet est actuellement dans une seconde phase. Des développements sont à prévoir suite aux discussions avec d'autres paliers de gouvernement dans ce dossier. La commission est donc demeurée très vigilante dans ce dossier.

La mise en place de Services Québec

Les travaux de la commission ont surtout consisté en un retour détaillé sur la présentation, lors d'une assemblée générale, de madame Nathalie Tremblay, alors Secrétaire adjointe au Bureau pour le développement du gouvernement électronique du SCT. Tout en accueillant ce dossier de façon positive, les membres de la commission ont émis des commentaires sur l'implantation du Service.

Le logiciel libre

La commission a continué de suivre de près les projets pilotes gouvernementaux sur le logiciel libre, autant celui du SSIGRI que de la DGTIC. Plusieurs comités d'étude ont vu le jour pour faire des recommandations sur des produits matures qui peuvent servir dans le cadre d'activités gouvernementales. La situation au gouvernement fédéral ainsi que l'usage du libre par d'autres pays fait l'objet d'une attention de la commission.

Un site Internet gouvernemental est totalement dédié au [logiciel libre](#) et une [communauté de pratique](#) existe depuis près de deux ans réunissant aussi bien des fonctionnaires que des personnes ressources du privé. Conscient que la place occupée par le logiciel libre ne cesse de grandir, la commission s'assure d'être bien informée sur tous les développements et se doit de favoriser l'usage du libre au sein de la communauté gouvernementale. Une douzaine de ministères et organismes ont décidé de participer à des expériences pilotes.

L'ingénierie documentaire

Dès le début de l'année, à la suggestion de monsieur Normand Joly, Directeur des systèmes d'information et de bureautique à la Société immobilière du Québec, la commission a constitué un sous-comité avec la collaboration des Archives nationales du Québec, notamment Marc-André Leclerc, de la Direction des systèmes et des technologies de l'information. Ce sous-comité a pour mandat de partager les expériences des membres en gestion intégrée des documents et de faciliter la mise en oeuvre harmonieuse du cadre de référence gouvernemental en gestion intégrée des documents (CRGGID). Le sous-comité, composé d'une vingtaine de personnes, s'est réuni à 2 reprises au cours de l'année et les travaux vont bon train.



Sous-comité sur la gestion électronique documentaire

Cadre commun d'interopérabilité

La commission a suivi de près la démarche visant à doter le gouvernement d'un cadre et de normes dans le développement des systèmes d'information et de technologies. La commission s'est particulièrement penchée sur la démarche et fait des recommandations au Secrétariat du Conseil du trésor pour éviter la duplication et simplifier la tâche des organisations qui ont à s'approprier l'opération.

Gestion de projets

La gestion de projets est une préoccupation importante pour la majorité des organisations et a été ajoutée en cours d'année aux dossiers prioritaires de la commission. Le dossier est suivi de près, notamment par l'implication de monsieur Yvon Allaire, directeur des ressources informationnelles au ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs, dans la communauté de pratique GP-Québec (gestion de projets).

COMMISSION GESTION DES RESSOURCES INFORMATIONNELLES II (CGRI II)

Michel Gauthier Ministère des Ressources naturelles et de la Faune Président	Robert Beaudoin Vérificateur général du Québec Vice-président
Christian Beaulieu Ministère des Transports	Yves Boutin Secrétariat du Conseil du trésor – DGA
Carole Brodeur Ministère de la Culture et des Communications	Carole Dicaire Marchand Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation
Alain Dubé Régie des rentes du Québec	Denis Gagnon Société de l'assurance automobile du Québec
Normand Joly Société immobilière du Québec	Gilbert Labonté Ministère des Services gouvernementaux – DGTIC
André Lachance Commission des normes du travail	Hélène Lapointe Ministère de la Sécurité publique
Jacques Leclerc Directeur exécutif du CRISP	Bernard Lefrançois Ministère des Transports
Lucie Quintal Régie de l'assurance maladie du Québec	Richard Roy Secrétariat du Conseil du trésor – SEEB
Guy St-Onge Ministère des Services gouvernementaux – SAGIR	



Commission Gestion des ressources informationnelles II

Cette commission est présidée par monsieur Michel Gauthier, directeur des services informatiques au ministère des Ressources naturelles et de la Faune. Plusieurs dossiers prioritaires ont fait l'objet de suivi attentif de la part de la commission à la demande expresse du Comité exécutif du **CRISP**. Plusieurs dossiers revêtant une grande importance ont fait l'objet d'une présentation en assemblée régulière des membres. Ce fut le cas pour au moins trois des dossiers prioritaires de la commission impliquant messieurs Gordon Smith, Secrétaire associé aux services administratifs au ministère des Services gouvernementaux, pour le dossier du Centre de services administratifs, Raynald Brulotte, directeur général des technologies de l'information et des communications, pour le RETEM, Guy St-Onge, directeur des systèmes d'information à la Direction générale des solutions d'affaires en gestion intégrée des ressources, pour SAGIR.

Le Centre de services administratifs

Monsieur Gordon Smith a présenté à la commission les grandes orientations pour le futur Centre de services administratifs devenu le Centre de services partagés. Il a sollicité la participation de l'exécutif et des membres du **CRISP** afin de lui fournir de l'information sur les activités des directions des ressources informationnelles. Par la suite, les membres ont été consultés sur un projet relativement au panier de services partageables proposé pour le CSP. Le projet suit son cours.

Les dossiers de la DGTIC

Avec la collaboration très étroite de monsieur Gilbert Labonté, directeur du développement stratégique et coordination à la Direction générale des technologies de l'information et des communications, la commission a commenté l'impact de la fusion de la DGSIG à la DGT devenue la DGTIC. Monsieur Labonté a demandé le soutien de la commission pour valider le sondage que la DGTIC désirait lancer auprès de sa clientèle, toujours dans un but de collaboration mutuelle et bénéfique à toutes les parties. Les résultats de ce sondage ont été présentés lors d'une réunion ultérieure. Lors d'une autre réunion, monsieur Richard Talbot est venu présenter l'infrastructure commune de traitement à niveau élevé nécessaire à la prestation électronique de services.

SAGIR

Un état de situation de ce dossier a été présenté à l'ensemble des membres lors d'une assemblée régulière.

Les partenariats publics privés

Les membres de la commission ont suivi de près les travaux de la Commission parlementaire tenue sur le sujet et ont discuté à quelques reprises de l'impact de la nouvelle loi créant les PPP sur la gestion des technologies de l'information.

Continuité des services (relève)

Monsieur Denis Morin, directeur des opérations et directeur par intérim du soutien technique à la DGTIC, est venu expliquer aux membres de la commission le contrat parapluie pour la relève sur des plateformes intermédiaires afin d'assurer la continuité des services gouvernementaux. Ce contrat de relève en cas de panne majeure peut être vu comme au-delà d'un service essentiel, pouvant à la fois sauver des vies, éviter des pertes financières aux citoyens, et surtout assurer la sécurité de l'État et des citoyens. Bref, il est perçu comme une valeur ajoutée susceptible d'économie d'échelle plus le nombre d'adhérants est élevé. L'analyse des besoins s'est poursuivie au cours de l'année pour finaliser les appels d'offres par la signature du contrat en mai dernier.

Acquisitions

Monsieur Yves Boutin, directeur des acquisitions des TI à la Direction générale des acquisitions, a entretenu régulièrement les membres de la commission sur les différents dossiers de la Direction générale des acquisitions.

Ainsi, plusieurs nouvelles ententes ont été signées en début d'année concernant l'offre permanente pour les serveurs et les équipements réseau, les imprimantes et photocopieurs, les cartouches d'imprimante, les logiciels et même l'assurance Microsoft. Les ententes d'utilisation de certains produits de la plateforme maxi ont aussi été révisées permettant des économies substantielles. La commission a été tour à tour consultée, représentée ou informée pour ensuite rediffuser l'information à l'ensemble des membres. L'extranet du **CRISP** a souvent été mis à contribution pour mieux

renseigner l'ensemble des ministères et organismes membres surtout grâce à une étroite collaboration de l'équipe de la DGA.

Il a été aussi question à la commission du développement du « Système d'approvisionnement électronique du gouvernement » afin d'accommoder les entreprises, les fournisseurs et même les citoyens dans différents domaines notamment celui de la santé. Madame Marie-Josée Linteau, directrice générale des acquisitions, accompagnée de monsieur Pier Santo Volpano a présenté les détails du projet.

La sécurité

Le suivi de l'évolution du dossier de sécurité se fait principalement par la représentation du **CRISP** au Comité d'orientation stratégique sur la sécurité, le COSS. C'est madame Carole Brodeur, directrice des technologies de l'information au ministère de la Culture et des Communications, qui assume cette responsabilité et informe la commission de tout développement significatif.

COMMUNICATIONS

L'Extranet du **CRISP** a été complètement révisé et une nouvelle technologie a été utilisée en logiciels libres. Il a été mis en onde en octobre 2004. L'utilisation par le **CRISP** du logiciel libre et surtout le gestionnaire de contenu XOOPS s'avère un choix très judicieux qui d'ores et déjà est réclamé par la communauté gouvernementale.


Le nombre d'utilisateurs est passé de 525 à plus de 740, soit un accroissement de près de 40 %. Plusieurs autres sites gouvernementaux comme ceux des Communautés de pratique utilisent maintenant la même coquille technologique de même que le Centre québécois du leadership. Un colloque organisé par le CEFRIO a permis au directeur exécutif du **CRISP** de faire un témoignage sur le sujet.

Des nouvelles sont régulièrement affichées sur la page d'accueil du site. Plus de 740 utilisateurs reçoivent les communications par l'entremise du site. Sur le nouvel Intranet du **CRISP**, plus de 125 diffusions ou appels à tous ont été lancées sur le nouveau site; elles ont généré plus de 650 lectures et 61 réponses aux 23 appels à tous.

En janvier 2005, une entrevue est parue sur le site : www.frxoops.org/modules/news/article.php?storyid=693 qui explique la démarche du **CRISP** qui l'a conduit jusqu'à la finale des OCTAS 2005.

Intranet • 500 employés ou moins

Reconnait toute organisation privée, publique ou parapublique qui se démarque de façon significative par la réalisation d'un projet intranet à la fois efficace, utile et novateur. Ce projet peut être la mise en place d'un intranet, la refonte de ce dernier, d'une application ou d'un service Web s'adressant au personnel de l'entreprise ayant une incidence prépondérante au sein de l'organisation.



Médiom Internet inc.
Médiom Internet SIO 2005

Papier Masson Ltée
Site Intranet – Guichet central d'information

Conseil des responsables de l'informatique du secteur public – CRISP
Intranet interministériel du CRISP

Gilles Trempe, Responsable du comité de l' - logistique des OCTAS 2005 - Pierre Rochette, Vice-Président Multimédia, Médiom Internet inc. - Jean Bigelow, Directeur, technologie, Papier Masson Ltée - Jacques Leclerc, Directeur exécutif, Conseil des responsables de l'informatique du secteur public (CRISP) - Marcel Beaulieu, Président du comité organisateur des OCTAS 2005

L'INFO-FIO • Volume 29, n° 8

LES MEMBRES DE MONTRÉAL

Monsieur Marcel Richard, directeur des ressources informatiques à la Commission de la construction du Québec, est le membre de l'exécutif représentant les membres de Montréal. Deux rencontres ont eu lieu avec les membres de Montréal. La première a consisté à discuter des principaux sujets d'intérêt pour les membres suivi d'une présentation des systèmes informatiques de Loto-Québec par monsieur Marcel Croux, 1^{er} Vice-président à la Direction corporative. La seconde a permis aux membres de Montréal ainsi qu'aux membres du Comité exécutif de visiter les nouveaux locaux de la Bibliothèque nationale du Québec, d'essayer les outils technologiques en place et d'avoir une présentation, par monsieur Robert St-Jean, directeur de l'informatique et des télécommunications, de l'ensemble des nouveaux systèmes mis en place.



Rencontre avec les membres de Montréal le 7 avril 2005

LE SECRÉTARIAT

Outre les travaux réguliers d'organisation, de suivi et de soutien des différents groupes de travail, commissions et assemblées régulières et annuelle, le Secrétariat a travaillé à la révision et la mise en onde du nouvel Extranet. Il a fait une offre de service pour l'utilisation de la coquille technologique à différentes organisations comme les communautés de pratique, le Conseil des directeurs généraux de l'administration, le Centre québécois du leadership et l'Association des cadres du gouvernement du Québec. Cette réalisation a été présentée au concours des OCTAS de la Fédération de l'informatique du Québec, de même que lors d'un colloque du CEFRIO et d'une réunion du groupe PHP Québec.

Le directeur exécutif collabore à différents comités consultatifs comme celui du département d'informatique et de génie logiciel de l'Université Laval où il a participé au Salon de l'emploi. Il entretient aussi des contacts réguliers avec le Regroupement des partenaires gouvernementaux en TI. Il a participé activement au Comité sur le « membership » et au sous-comité sur le développement et la formation des membres.

Finalement, le directeur exécutif a aussi participé aux activités de recrutement de candidatures pour le gala des Octas de la FIQ ainsi qu'au comité de programmation de la Journée de l'informatique du Québec.